

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)
4C1, Place du Portage Phase III
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet DDR POUR PLAN D'ACHAT ECOL. LOGICIE	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-132573/A	Date 2012-12-06
Client Reference No. - N° de référence du client 20132573	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$XL-106-25179
File No. - N° de dossier 106xl.EN578-132573	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-12-21	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Schou, Christian	Buyer Id - Id de l'acheteur 106xl
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-3764 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 953-3703
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT
LE PLAN D'ACHAT ÉCOLOGIQUE POUR LES LOGICIELS
POUR

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA
(TPSGC)- DIRECTION DE L'ACQUISITION DE LOGICIELS ET DE
SYSTÈMES PARTAGÉS (DALSP)

TABLE DES MATIÈRES

A. 1 Contexte et objet de cette demande de renseignements (DDR)	2
A. 2 Nature de la demande de renseignements	3
A. 3 Nature et format des réponses attendues	3
A. 4 Coûts associés aux réponses	3
A. 5 Traitement des réponses	3
A. 6 Contenu de cette DDR	3
A. 7 Questions à l'intention de l'industrie	4
A. 8 Présentation des réponses	6
A. 9 Demandes de renseignements	7
A. 10 Dépôt des réponses	7

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PLAN D'ACHAT ÉCOLOGIQUE POUR LES LOGICIELS POUR

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA (TPSGC)- DIRECTION DE L'ACQUISITION DE LOGICIELS ET DE SYSTÈMES PARTAGÉS (DALSP)

A. 1 Contexte et objet de cette demande de renseignements (DDR)

(a) Contexte

Le Canada s'est engagé à écologiser sa chaîne d'approvisionnement. En avril 2006, le gouvernement du Canada a publié la Politique d'achats écologiques prescrivant aux ministères et organismes fédéraux de prendre les mesures nécessaires pour intégrer des facteurs de rendement environnemental aux processus de prise de décision en matière d'achats. Cette politique s'applique à toutes les étapes de la gestion des achats de biens et de services depuis la planification et la détermination du besoin jusqu'à l'élimination et aux activités de fermeture, en passant par l'acquisition, l'utilisation, l'exploitation et l'entretien.

Les biens et services à privilégier du point de vue environnemental sont ceux qui ont une incidence moindre ou réduite sur l'environnement pendant le cycle de vie du bien ou du service, lorsqu'on les compare aux biens et services concurrentiels servant aux mêmes fins. Les facteurs de performance environnementale comprennent entre autres : la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des contaminants atmosphériques; l'accroissement de l'efficacité énergétique et de l'économie des ressources en eau; la diminution des déchets et la promotion de la réutilisation et du recyclage; l'utilisation des ressources renouvelables; la réduction des déchets dangereux et la réduction des substances toxiques et chimiques dangereuses.

TPSGC cherche à comprendre comment l'industrie du logiciel a progressé dans l'écologisation de sa chaîne d'approvisionnements, de ses opérations et des biens et services qu'elle offre. Les futures demandes de propositions (DP) pourraient comprendre des critères d'évaluation (soit obligatoires et/ou cotés) ou des exigences contractuelles liées à l'environnement. TPSGC recueille actuellement des informations afin de pouvoir envisager des critères d'évaluation et/ou exigences contractuelles environnementales appropriées pour les marchés futurs de logiciel.

L'information concernant le plan sur les achats écologiques de TPSGC et la fiche de données écologiques pour les licences des logiciels et les services connexes de maintenance et de soutien technique peuvent être consultés en ligne à l'adresse suivante:

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/ae-gp/pae-gpp-fra.html>

(b) Objectif

Cette demande d'information inclut des questions reliées aux achats écologiques de logiciel qui seront utilisées pour aider à déterminer comment le Gouvernement du Canada peut promouvoir la protection de l'environnement et appuyer le développement durable en intégrant des facteurs de performance environnementale à la prise de décision en matière d'achats.

A. 2 Nature de la demande de renseignements

Cette demande n'est pas un appel d'offres. Cette DDR ne donnera pas lieu à l'attribution d'un contrat. Par conséquent, les fournisseurs éventuels de tous biens ou services décrits dans cette DDR ne devraient pas réserver des stocks ou des installations, ni affecter des ressources en fonction des renseignements présentés dans cette DDR. Cette DDR ne donnera pas lieu non plus à l'établissement d'une liste de fournisseurs. Par conséquent, le fait qu'un fournisseur éventuel réponde ou non à cette DDR ne l'empêchera pas de participer à tout processus d'acquisition ultérieur. En outre, la présente DDR n'entraînera pas nécessairement l'achat de l'un ou de l'autre des biens et des services qui y sont décrits. Cette DDR vise seulement à obtenir les observations de l'industrie sur les points qui y sont abordés.

A. 3 Nature et format des réponses attendues

Les répondants sont invités à présenter leurs commentaires, préoccupations, et, le cas échéant, des recommandations pertinentes sur la façon de répondre aux besoins et aux objectifs définis dans cette DDR. Ils sont également invités à commenter le contenu, la forme et/ou le plan de tous documents préliminaires joints à cette DDR. Les répondants sont priés d'explicitier les hypothèses qu'ils avancent dans leur réponse.

A. 4 Coûts associés aux réponses

Le Canada ne remboursera pas les dépenses engagées pour répondre à cette DDR.

A. 5 Traitement des réponses

- (a) **Utilisation des réponses** : Les réponses ne seront pas soumises à une évaluation officielle. Toutefois, le Canada pourra les utiliser pour élaborer ou modifier ses stratégies d'acquisition ou tous documents préliminaires joints à cette DDR. Le Canada examinera toutes les réponses reçues d'ici la date de clôture de la DDR. Cependant, s'il le juge opportun, il pourrait examiner les réponses reçues après la date de clôture de la DDR.
- (b) **Équipe d'examen** : Une équipe d'examen composée de représentants du client (selon le cas) et de fonctionnaires de TPSGC examinera les réponses reçues. Ce dernier se réserve le droit d'engager des consultants indépendants ou de recourir aux services des ressources du gouvernement qu'il juge nécessaire pour examiner toute réponse. Toutes les réponses ne seront pas nécessairement soumises à l'examen de tous les membres de l'équipe d'examen.
- (c) **Confidentialité** : Les répondants devraient indiquer les parties de leur réponse qu'ils jugent de nature exclusive ou confidentielle. Le Canada traitera les réponses selon les dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*.
- (d) **Activité de suivi** : Le Canada peut, à sa discrétion, communiquer avec tous répondants pour leur demander toutes questions supplémentaires ou clarifications relativement à un aspect ou l'autre d'une réponse.

A. 6 Contenu de cette DDR

Cette DDR contient des questions précises à l'intention de l'industrie.

A. 7 Questions à l'intention de l'industrie**Question #1 - Politique environnementale**

- (a) Votre organisation a-t-elle une politique ou un plan environnemental? Veuillez expliquer.
- (b) Quelles initiatives environnementales votre organisation a-t-elle mises en œuvre, et quelles initiatives prévoit-elle mettre en œuvre dans un proche avenir (réduction du papier, politique en matière de voyages écologiques, etc.)? Veuillez expliquer et préciser.

Question #2 - Normes environnementales

- (a) Votre organisation se conforme-t-elle à des normes environnementales reconnues par l'industrie, comme la certification ISO 14001, la certification LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) ou ENERGY STAR? Veuillez expliquer et préciser.
- (b) Votre organisation serait-elle en mesure d'adopter d'autres certifications similaires? Veuillez expliquer et préciser.

Question #3 - Désignation d'entreprise écologique

Comme cela est défini dans nos arrangements en matière d'approvisionnement portant sur l'achat de licences de logiciels (AAALL), une entreprise écologique est « une entreprise qui a doté ses installations de production d'un système de gestion de l'environnement (SGE). Les fabricants doivent utiliser un SGE certifié par un organisme reconnu comme étant un système conforme à la norme ISO 14001 ».

- (a) La définition d'entreprise écologique est-elle raisonnable pour l'industrie des logiciels? Veuillez expliquer.
- (b) Une autre définition d'entreprise de logiciels écologique conviendrait-elle davantage? Si oui, veuillez expliquer.
- (c) Quelles qualifications le gouvernement du Canada devrait-il établir pour bien désigner un fournisseur comme étant une « entreprise écologique »? Veuillez expliquer et préciser.

Question #4 - Centres de données écologiques

- (a) Est-ce que les centres de données utilisés par votre organisation pour fournir des logiciels en tant que service sont conformes à des normes ou des politiques environnementales (par exemple, en qui concerne l'efficacité du stockage ou la consommation d'énergie)? Veuillez expliquer et préciser.
- (b) Quelles initiatives et politiques avez-vous mises en œuvre pour assurer l'écologisation de vos centres de données? (c.-à-d. système de réfrigération efficace, alimentation électrique efficace, etc.). Veuillez expliquer et préciser.
- (c) Est-ce que des mesures d'efficacité énergétique, comme l'utilisation d'équipement certifié ENERGY STAR ou l'utilisation de produits portant une étiquette écologique, sont en place? Veuillez expliquer et préciser.

Question #5 - Chaîne d'approvisionnement écologique

- (a) Les considérations environnementales sont-elles prises en compte dans votre chaîne d'approvisionnement? Influencent-elles, dans une certaine mesure, votre choix quant aux fournisseurs, partenaires, entrepreneurs ou clients avec lesquels vous faites affaire? Veuillez expliquer et préciser.
- (b) Leur imposez-vous des normes ou des critères environnementaux? À l'opposé, vous imposent-ils des normes ou des critères environnementaux? De quels normes ou critères s'agit-il? Veuillez expliquer et préciser.

Question #6 - Programmes relatifs au cycle de vie

Votre organisation a-t-elle en place des programmes d'élimination des déchets, de recyclage/d'élimination des médias électroniques (CD/USB/etc.), de gestion du cycle de vie des biens ou d'écologisation de l'emballage, ou participe-t-elle à de tels programmes? Veuillez expliquer et préciser.

Question #7 - Supports d'information

- (a) Votre organisation vend-elle des produits logiciels qui requièrent toujours une livraison physique?
- (b) Si oui, pour quelles raisons? Veuillez expliquer et préciser.

Question #8 - Efficience logicielle

- (a) Votre organisation a-t-elle en place des processus pour vérifier si son code logiciel fonctionne efficacement? Veuillez expliquer et préciser.
- (b) Si le gouvernement du Canada devait évaluer le niveau d'efficience logicielle (c.-à-d. l'énergie requise par le logiciel) dans le cadre des processus relatifs à la demande de propositions ultérieure, quelle serait la meilleure façon d'évaluer ce critère? Veuillez expliquer.

Question #9 - Critères de sélection liés à l'environnement

Si le gouvernement du Canada devait inclure dans la demande de propositions des critères liés à l'environnement qui sont obligatoires ou cotés, comme la certification ISO 14001, une certification LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) ou autre certification similaire, votre organisation serait-elle en mesure de respecter cette exigence?

- (a) Quels critères pourraient être respectés? Veuillez expliquer et préciser.
- (b) Quels critères ne pourraient pas être respectés? Veuillez expliquer et préciser.

Question #10 - Incidences des critères de sélection liés à l'environnement

Selon vous, quels critères en particulier qui sont liés à l'environnement ont une incidence positive sur l'engagement pris par le gouvernement du Canada qui consiste à acquérir des produits et services écologiques?

- (a) Quels critères auraient des incidences significatives?

(b) Quels critères auraient des incidences modestes?

(c) Veuillez expliquer, préciser et considérer tout critère pertinent relatif à l'environnement qui n'a pas été mentionné.

Question #11 - Incitatif financier

(a) Si le gouvernement du Canada incluait un incitatif financier (comme un rabais en pourcentage sur l'évaluation financière) pour les soumissionnaires qui ont démontré qu'ils se conformaient à certaines normes en matière d'environnement, quelles normes ou critères environnementaux devraient être pris en considération? Veuillez expliquer.

(b) À combien s'élèverait un rabais en pourcentage raisonnable? Veuillez expliquer.

Question #12 - Soumissions par voie électronique

Quelle est la capacité de votre organisation à répondre à des soumissions par voie électronique? Veuillez expliquer.

A. 8 Présentation des réponses

- (a) **Page couverture** : Si la réponse est donnée en plusieurs volumes, les répondants sont priés d'indiquer sur la page de couverture de chaque volume le titre de la réponse, le numéro de la demande, le numéro du volume et sa raison sociale complète.
- (b) **Page titre** : La première page de chaque volume de la réponse, succédant la page de couverture, devrait être la page titre qui devrait contenir :
- (i) le titre de la réponse du répondant et le numéro du volume;
 - (ii) le nom et l'adresse du répondant;
 - (iii) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne-ressource du répondant;
 - (iv) la date;
 - (v) le numéro de la DDR.
- (c) **Système de numérotation** : Les répondants sont priés d'utiliser dans leur réponse un système de numérotation correspondant à celui de cette DDR. Toute référence à des documents descriptifs, à des manuels techniques et à des brochures accompagnant la réponse devrait respecter ce système.
- (d) **Nombre de copies** : Le Canada demande aux répondants de présenter une copie électronique de leur réponse, en format PDF.

A. 9 Demandes de renseignements

Comme il ne s'agit pas d'un appel d'offres, le Canada ne répondra pas nécessairement aux demandes de renseignements écrites des fournisseurs ou ne distribuera pas nécessairement les réponses à tous les fournisseurs éventuels. Toutefois, les répondants qui ont des questions relatives à la DDR peuvent s'adresser à la personne suivante :

Autorité contractante : Christian Schou

Courriel : christian.schou@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Téléphone : (819) 956-3764

A. 10 Dépôt des réponses

- (a) **Date et lieu du dépôt des réponses** : Les parties intéressées devraient envoyer leur réponse par courriel à l'adresse de l'autorité contractante figurant ci-dessus, au plus tard à la date indiquée à la page 1 du présent document.
- (b) **Responsabilité concernant le dépôt des réponses** : La responsabilité de faire parvenir les réponses à la bonne adresse et dans les délais prévus incombe entièrement au répondant.